

QUELLE PRÉVENTION EN DIRECTION DES GAYS? PAR STÉPHANE DELAUNAY

Après six années passées à l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé (Inpes) dont cinq en tant que chargé de communication pour les programmes sida, Stéphane Delaunay quitte aujourd'hui ses fonctions. Son passage dans cette administration marquera un tournant décisif de l'engagement de l'État dans des campagnes de prévention ciblées, pointues, avec de nombreuses déclinaisons sur support internet. À lui l'honneur de débiter cette chronique libre qui donnera la parole à ceux qui réfléchissent encore sur le sida. Chaque mois dans «Têtu». PHOTO MATHIAS CASADO-CASTRO POUR «TÊTU»

En 2004, 33% des répondants à l'enquête presse gay réalisée par l'Institut national de veille sanitaire ont déclaré avoir eu au moins une pénétration anale non protégée avec leurs partenaires occasionnels au cours des 12 derniers mois. Ils étaient 26% en 2000, 19% en 1997. 60% d'entre eux ont eu ce rapport à risque avec un partenaire de statut inconnu. L'heure serait au pessimisme, et certains de s'interroger sur l'échec de la prévention en direction des gays.

Faut-il donc baisser les bras et considérer que ce relâchement des comportements est inéluctable et ne fera que gagner du terrain à mesure que les progrès thérapeutiques permettront d'assimiler le VIH à une maladie chronique? Il suffit de pousser un peu plus loin le raisonnement pour se rendre compte de la situation absurde et dangereuse à laquelle pourrait mener un tel fatalisme: dans quelques (dizaines) d'années, tous les gays seraient séropositifs, sous traitement (non contraignant, un petit comprimé voire un patch), sans connaître aucun effet secondaire (finies les diarrhées, vomissements et autres problèmes d'érection) et libérés du préservatif; on peut aller jusqu'à

imaginer les rites de passage qui accompagneraient le devenir gay et son corollaire: la séroconversion. Quel doux rêve, qui omet que le coût de la mise sous traitement de toute une communauté serait financièrement et socialement inacceptable. Cela ne manquerait pas d'entraîner le rejet en bloc de celle-ci. Et quel retournement de l'histoire pour cette communauté, quand son acceptabilité sociale s'est en partie bâtie sur sa responsabilisation aux débuts tragiques de l'épidémie.

L'INVESTISSEMENT DE L'ÉTAT

Restons sérieux. La prévention chez les gays a connu de véritables succès et la majorité des homosexuels (67%, peut-on déduire de l'enquête presse gay), continue de se protéger systématiquement lors des pénétrations anales. Elle reste en cela exemplaire par rapport au reste de la population et il convient de redonner une visibilité à cette majorité silencieuse qui demeure mobilisée. Il importe que l'État, pour maintenir cette mobilisation, continue de témoigner de son investissement par des campagnes que je qualifierais d'institutionnelles, permettant à la fois de rappeler les risques mais également de valoriser ceux qui se protègent. Mais la prévention se

doit également de regarder vers son avenir afin que les homosexuels qui se protègent systématiquement restent majoritaires et les failles que connaissent certains exceptionnelles.

Le ministère en charge de la Santé, grâce à la professionnalisation qui s'est opérée dans le domaine de la prévention par l'intermédiaire de la création de l'Inpes, institut entièrement consacré à celle-ci, a entamé un véritable renouvellement de son dispositif: site de conseil individualisé permettant de mesurer sa capacité à arrêter l'utilisation du préservatif dans le couple, roman-photo illustrant les situations de faille que chacun peut rencontrer au cours de sa vie amoureuse et sexuelle et, aujourd'hui, fanzine sur les sexualités gays. Ces actions, élaborées en concertation avec les principales associations communautaires, permettent de travailler sur des leviers différents, individuels et motivationnels, moins moralisateurs. L'État a ainsi acquis un rôle de leader dans le domaine. Cette position conduit certains à s'interroger sur sa légitimité à produire ce type d'actions. N'est-ce pourtant pas sous l'impulsion des associations qui, il y a quelques années encore, s'interrogeaient sur l'incapacité de l'État à adapter ses actions en direction de la commu-